



# Turquie : un nationalisme est-européen et postimpérial

Jean-François Leguil-Bayart

► **To cite this version:**

Jean-François Leguil-Bayart. Turquie : un nationalisme est-européen et postimpérial. 2005. <hal-01065610>

**HAL Id: hal-01065610**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01065610>**

Submitted on 18 Sep 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean-François Bayart

## **Turquie : un nationalisme est-européen et postimpérial**

La problématique nationaliste s'est imposée en Turquie, comme dans le reste de la Méditerranée orientale, sur les ruines de deux empires successifs : l'Empire byzantin et l'Empire ottoman qui tous deux se sont vus en successeurs de l'Empire romain d'Orient.

A partir du XIII<sup>e</sup> siècle la principauté ottomane de Bithynie – dont le héros éponyme, Osman, est contemporain des fondateurs des dynasties des Habsbourg et des Safavides – s'est progressivement imposée aux autres formations politiques de cette « frontière » (*frontier*) aux marges de l'Empire byzantin et du monde musulman. Il n'est pas certain qu'Osman ait été lui-même turc, ou entièrement turc, et ce point factuel est vite devenu un élément essentiel de polémique nationaliste entre auteurs occidentaux et historiens turcs : en 1916, H. A. Gibbons soutint qu'un Empire aussi fastueux que l'Empire ottoman ne pouvait avoir été fondé par des « Asiatiques » et qu'il était l'œuvre de chrétiens fraîchement convertis à l'islam par la tribu d'Osman, d'origine païenne et originaire d'Asie centrale ; chantre de l'historiographie nationaliste turque dans les années 1930, M. F. Köprülü fit au contraire valoir que les Ottomans étaient bien, ethniquement parlant, des Turcs et que leur Etat ne devait pas grand-chose à l'emprunt byzantin.

Quoi qu'il en fût, les appartenances ethniques et confessionnelles n'étaient que des lignes d'identification parmi d'autres dans ces régions de « frontière », et la principauté ottomane était d'abord une formation politique qui acquit progressivement son statut d'empire au fil de ses conquêtes en Europe balkanique (Thrace, Serbie) dès le XIV<sup>e</sup> siècle, grâce à la prise ultérieure de Constantinople en 1453, et par le truchement d'un processus de centralisation et d'autonomisation du pouvoir par rapport aux forces guerrières qui l'avaient dans un premier temps portée.

Vue sous cet angle, l'histoire de la péninsule de l'Asie mineure n'est pas fondamentalement différente de celle de la péninsule ibérique à la même époque. A ceci près que l'expansion et la centralisation ottomanes n'ont pas reposé sur la purification ethnoreligieuse<sup>1</sup>. Là où les monarchies ibériques ont expulsé ou massacré juifs et musulmans, les Ottomans ont organisé les minorités religieuses, juive et chrétiennes, en communautés (bientôt dénommées *millet*) dotées d'une large autonomie culturelle, économique et juridique ; ont coopté, en partie par le biais de la captivité ou de la coercition, des non musulmans dans les rouages du pouvoir, quitte à les convertir ; ont accueilli les Sépharades et même des Protestants fuyant l'Inquisition et les persécutions. L'un des ressorts de la conquête ottomane était d'ailleurs le soutien qu'elle recevait des populations orthodoxes grecques et serbes, dans les Balkans, à Chios, à Chypre, en Crète, ou protestantes, en Hongrie et en Transylvanie - populations toutes désireuses de s'émanciper du joug latin, c'est-à-dire catholique.

En tant qu'Etat, le jeune Empire ottoman était très comparable à ses homologues de l'Europe moderne des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècle, dont il reprenait une bonne part des symboles de légitimité : Mehmed le Conquérant se posait en vengeur des Troyens, à l'instar des Romains de l'Antiquité, et faisait peindre son portrait par Bellini, tandis que Süleyman adoptera les *regalia* romains et catholiques du trône, du sceptre et de la couronne. Progressivement l'empire perdra également de sa nature « despotique » et se rapprochera du modèle oligarchique dont la puissante famille des Köprülü était une pièce centrale. A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle il était pour ainsi dire un Etat européen parmi d'autres, n'incarnant plus vraiment une menace religieuse aux yeux de ses contemporains chrétiens, n'étant pas encore l'« homme malade » du continent, commerçant d'abondance avec celui-ci par le truchement de Venise, et

---

<sup>1</sup> S. Vryonis, Jr., *The Decline of Medieval Hellenism in Asia Minor and the Process of Islamization from the Eleventh through the Fifteenth Century*, Berkeley, University of California Press, 1971.

entretenant avec les royaumes occidentaux plus de relations humaines et économiques que ceux-ci n'en avaient avec les Amériques.

### **L'émergence du nationalisme turc**

De nombreux historiens, et les Ottomans eux-mêmes, ont perçu cette trajectoire pluriséculaire comme l'histoire d'un lent déclin, quasi immédiat après le règne de Süleyman le Magnifique (1520-1566) qui incarnerait l'apogée et l'âge d'or de l'Empire. En fait ce dernier a toujours été une construction complexe, hétérogène d'une province à l'autre, et irréductible aux quelques institutions emblématiques auxquelles on l'associe habituellement. Les historiens sont désormais plutôt enclins à penser que l'Empire a été confronté, aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, à diverses crises de nature différente et qu'il a su largement y répondre de façon inventive, notamment par le biais d'une décentralisation progressive du pouvoir et par la montée en puissance de fermiers généraux, d'élites provinciales, de cités rivales d'Istanbul – autant de processus qui pèseront sur la configuration ultérieure du nationalisme et des régimes qui lui succéderont<sup>2</sup>.

Comme dans le reste de l'Europe la question nationaliste s'est posée au sein de l'Empire – encore que très inégalement d'une province à l'autre, et souvent fort tardivement – dans le contexte créé par la Révolution française et l'expansionnisme napoléonien. Les indépendances latino-américaines, le réveil allemand, les conspirations romantiques, le « Printemps des peuples » en 1848 se sont inévitablement répercutés dans les provinces ottomanes balkaniques, en premier lieu sous la forme de la revendication nationale hellène, puis par enchaînements successifs, et ce jusqu'en Arménie. Encore faut-il préciser que toutes les provinces n'ont pas été concernées par ce mouvement : à la veille de la Première Guerre mondiale, et parfois jusqu'au lendemain de celle-ci, l'« albanisme » et l'« arabisme » (ou plus précisément le « syrianisme ») se présentaient moins sous la forme de nationalismes à proprement parler que comme des mouvements régionalistes de décentralisation, cherchant à

---

<sup>2</sup> Pour de bonnes synthèses des nouvelles approches historiographiques de l'Empire ottoman, cf C. Kafadar, *Between Two Worlds. The Construction of the Ottoman State*, Berkeley, The University of California Press, 1995 et D. Goffman, *The Ottoman Empire and Early Modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

préempter les conséquences du retrait ottoman au fur et à mesure que celui-ci paraissait inéluctable<sup>3</sup>. (voir également *infra* l'étude de Béatrice Hibou sur la Tunisie)

La Révolution de 1908 elle-même n'a pas été à proprement parler une mobilisation nationaliste. Ceux que l'on a malencontreusement appelés « Jeunes Turcs » en Occident étaient en réalité des libéraux constitutionnalistes, s'inscrivant dans la continuité des Jeunes Ottomans de 1876 et comprenant dans leurs rangs de nombreux Arabes, Albanais, Juifs et même, les premières années, des Arméniens et des Grecs. Le Comité Union et Progrès, loin de mettre en œuvre une politique de « turquification » de l'Empire, comme on l'en a rétrospectivement accusé, est resté fidèle à une conception supranationale de l'ottomanisme, y compris lorsque ses principaux leaders ont instauré une dictature en 1913. Simplement la perte des provinces balkaniques et la dissidence de plus en plus patente des élites arméniennes l'ont amené à voir dans l'islam un pilier essentiel de l'unité de l'empire, certains évoquant le modèle austro-hongrois pour envisager un ensemble arabo-turc dont la capitale aurait pu être Alep, à l'abri de la menace militaire étrangère. L'un des nombreux paradoxes de l'histoire du nationalisme en Turquie est que le rêve d'une citoyenneté ottomane universelle s'est heurté à l'opposition des minorités chrétiennes, hostiles à la remise en cause de l'autonomie et des privilèges du régime des *millet*.

Quant à la caractérisation nationaliste des rébellions bédouines de 1910-1911 dans le Hedjaz, des cercles réformistes en Syrie ou de la dissidence dynastique des Hachémites en Arabie, elle constitue un grossier anachronisme. Il s'agissait plutôt de mouvements de résistance à la centralisation, notamment ferroviaire, de l'Empire, de revendications décentralisatrices, et d'une stratégie de survie de la part d'une famille oligarchique désireuse de sauvegarder sa prééminence locale à un moment où la Porte semblait incapable de défendre ses possessions en mer Rouge d'une probable attaque du Royaume uni. Les excès de la répression du Comité Union et Progrès en Syrie, en 1915-1916, et notamment ses mesures de déportation de quelque 5000 familles soupçonnées d'intelligence avec la France - symétriques à celles dont il frappait les Arméniens, mais d'une moindre ampleur et cruauté - précipitèrent le divorce entre Arabes et Ottomanistes, dans la situation dramatique de la défaite militaire. Mais jusqu'en 1921 celui-ci ne fut pas consommé, de nombreux Arabes

---

<sup>3</sup> N. Clayer, *Aux origines du nationalisme albanais*, Paris, Karthala, sous presse ; H. Kayali, *Arabs and Young Turks. Ottomanism, Arabism, and Islamism in the Ottoman Empire, 1908-1918*, Berkeley, The University of California Press, 1997.

plaidant en faveur d'un protectorat turc plutôt que français ou britannique et voulant faire cause commune avec la résistance anatolienne. Ce fut en définitive Mustafa Kemal qui tourna sans retour la page de l'ottomanisme et fonda politiquement le nationalisme turc<sup>4</sup>.

Reconstruite a posteriori à l'aune de l'idéologie et des conflits nationalistes postimpériaux de la région, sous la forme de récits téléologiques, cette histoire extra-nationale<sup>5</sup> de l'Empire ottoman reste d'une actualité brûlante. La plupart des identités ethnonationales et confessionnelles qui sont aujourd'hui politiquement pertinentes dans les Balkans, en Asie mineure et au Machrek – à commencer par celles des Serbes, des Albanais, des Alevi en Turquie, des chiïtes en Irak ou des Kurdes – sont des produits dérivés de la centralisation et du régime des capitulations ottomans, bien qu'ils soient désormais vécus comme des identités « primordiales » dont l'origine remonterait à l'Antiquité<sup>6</sup>. Et l'on sait combien la mémoire de la bataille du Champ des Merles, en 1389, qui ouvrit la porte des Balkans à la Maison d'Osman, demeure un « événement-traumatisme » (Michel Vovelle) constitutif du nationalisme serbe. La conception même de la citoyenneté, dans des pays comme la Grèce, la Bosnie, la Macédoine, le Liban, Israël et, de manière de plus en plus évidente, l'Irak, doit beaucoup à la matrice ottomane des *millet*, quoique ceux-ci fussent pensés dans des termes strictement religieux, plutôt qu'ethniques<sup>7</sup>.

Le nationalisme turc et la citoyenneté républicaine à laquelle il a donné naissance ne dérogent pas à la règle. L'un et l'autre sont tributaires de la même histoire ottomane et postottomane. A l'instar des autres nationalismes de la région – y compris du sionisme en Israël, dont la genèse est indissociable de sa relation antagonique avec le nationalisme palestinien<sup>8</sup> - le nationalisme turc s'est forgé en interaction plus ou moins conflictuelle avec ses homologues balkaniques, caucasiens, arabes, mais aussi russe, soviétique, italien, iranien, juif, kurde. Il est un élément d'une combinatoire dont il ne peut être abstrait et dont il reproduit les traits essentiels.

<sup>4</sup> H. Kayali, *Arabs and Young Turks*, op. cit.

<sup>5</sup> Cf P. Duara, *Rescuing History from the Nation. Questioning Narratives of Modern China*, Chicago, The University of Chicago Press, 1995.

<sup>6</sup> Cf par exemple, sur les Kurdes de Turquie, M. van Bruinessen, *Agha, Shaikh and the State. On the Social and Political Organization of Kurdistan*, Utrecht, Rijksuniversiteit, 1978, multigr. Et, sur la conversion des tribus arabes au chiïsme dans la province irakienne de l'Empire ottoman, Y. Nakash, *The Shi'is of Iraq*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

<sup>7</sup> A. Dieckhoff, R. Kastoryano, dir., *Nationalismes en mutation en Méditerranée orientale*, Paris, CNRS Editions, 2002.

<sup>8</sup> Z. Lockman, *Comrades and Enemies : Arab and Jewish Workers in Palestine, 1906-1948*, Berkeley, University of California Press, 1996.

Il a tout d'abord procédé par invention d'une identité ethnonationale immémoriale et des traditions afférentes, selon une logique quasi universelle dans l'Europe des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et en synergie avec celle-ci<sup>9</sup>. Dans le cas turc, néanmoins, ce travail d'« invention » a été particulièrement radical car il s'agissait de définir une « communauté imaginée » (B. Anderson) destinée à une population très hétérogène, du fait de l'histoire pluriséculaire de métissage de l'Asie mineure et de l'afflux récent des réfugiés chassés par les guerres balkaniques et l'expansionnisme russe, alors même que l'invasion grecque et, accessoirement, française et italienne menaçait de relégation en Asie centrale les « Turcs », supposés en venir. La légitimation de l'« autochtonie » anatolienne des « Turcs » était une question de survie<sup>10</sup>. Elle a pu s'appuyer sur diverses publications européennes qui, à partir des années 1870, avaient tenté de démontrer tout à la fois les origines asiatiques des Turcs, l'ancienneté de leur implantation en Asie mineure et leur rayonnement jusqu'en... Europe occidentale, les toponymes du Tarn, de Tourcy, de Tourcoing, de Tournai, de Troyes, de Tournus et bien sûr de Turckheim ayant valeur de preuve irréfutable ! Les écrits de l'Anglais Arthur Lumley Davids, du Polonais converti à l'islam Constantin Borzecki, alias Mustafa Celâleddin, et du Français Léon Cahun eurent une influence considérable sur l'historiographie ethnonationaliste turque. De même le déchiffrement des stèles de l'Orkhon, érigées au début du VIII<sup>e</sup> siècle après J.C. et découvertes au sud du lac Baïkal, donna à cette dernière son mythe archéologique fondateur, notamment grâce à l'ouvrage de Vilhelm Thomsen publié à Helsinki en 1896, et convainquit un certain nombre de penseurs aussi bien ottomans qu'occidentaux de l'origine turque de la civilisation universelle qu'établira, dans les années 1930, l'extravagante « théorie solaire de la langue » faisant de toutes les langues de la planète des dérivées d'une langue proto-turque imaginaire.

Ces élucubrations n'eurent guère de succès à Istanbul tant que prévalut l'ottomanisme. Mais l'effondrement de l'empire et la nécessité de fonder une nouvelle « communauté imaginée » en Anatolie, sous la houlette d'un leader convaincu qu'« il est aussi important d'écrire l'histoire que de la faire », donnèrent à une poignée d'idéologues l'opportunité d'imposer l'artefact ethnonationaliste sous sa forme la plus caricaturale. Point important, la plupart d'entre eux étaient des intellectuels turcophones réfugiés de Russie, puis d'Union

<sup>9</sup> P. J. Geary, *Quand les nations refont l'histoire. L'invention des origines médiévales de l'Europe*, Paris, Aubier, 2004 ; E. Hobsbawm, T. Ranger, eds., *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

<sup>10</sup> Les pages qui suivent doivent beaucoup à E. Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, CNRS Editions, 1997.

soviétique (à l'instar de Ahmet Agaoglu, de Sadri Maksudov, de Yusuf Akçura, de Zeki Velidi Togan) et/ou d'anciens étudiants d'universités ouest-européennes, notamment françaises, à l'image de Yusuf Akçura et Sadri Maksudov eux-mêmes, mais aussi de Ziya Gökalp<sup>11</sup>. Le nationalisme turc a ainsi simultanément puisé dans l'ethnoculturalisme russo-soviétique et dans la sociologie positiviste durkheimienne, la revue *Prométhée* publiée en français à Paris de 1926 à 1938 par des réfugiés d'Ukraine, du Caucase et d'Asie centrale assurant le lien entre les deux traditions intellectuelles et sa réverbération vers la Turquie<sup>12</sup>. Les fouilles du site hittite de Bogazköy par la Deutsch-Orient Gesellschaft, à partir de 1906, suggérèrent aux historiens kémalistes que ce peuple était en fait composé de Turcs arrivés d'Asie centrale par vagues successives et confèrent à l'ethnonationalisme turc ses lettres de noblesse archéologiques en matière d'autochtonie anatolienne. Peu importait que le hittite hiéroglyphique s'avérât être une langue indo-européenne, en 1936, puisque la « théorie solaire de la langue » garantissait l'origine turque des langues indo-européennes.

A la même époque l'approche eugénique du recteur de l'Université de Genève, Eugène Pittard, encourageait les savants turcs à explorer l'hypothèse de la « turcité » originelle des peuples brachycéphales qui étaient censés avoir révolutionné les civilisations du néolithique en Eurasie et qui étaient, selon toute vraisemblance, les lointains ancêtres des Etrusques. La fille adoptive de Mustafa Kemal, Ayse Afetinan, s'impliqua personnellement dans cette recherche, avec le double encouragement de son père et de Pittard. Mais dès 1931-1932 les idéologues kémalistes avaient réalisé un véritable « coup d'Etat en histoire »<sup>13</sup> en imposant aux historiens et aux enseignants leurs « thèses d'histoire » et en s'érigeant en pouvoir culturel hégémonique dont l'emprise se fait sentir jusqu'à aujourd'hui, notamment dans les manuels scolaires.

Simultanément les autorités politiques et scientifiques kémalistes prétendirent exhumer une authentique culture populaire turco-anatolienne en la standardisant et en la réifiant sur un mode folkloriste, conformément à l'ingénierie des nationalismes d'Europe centrale et du communisme soviétique. Leur effort fut particulièrement conséquent dans le domaine musical, où il fut fait appel à Bela Bartok, invité en 1936 à enseigner au Foyer du Peuple d'Ankara et à former une génération de musicologues pour recueillir la « vraie »

<sup>11</sup> Voir par exemple A. H. Shissler, *Between Two Empires. Ahmet Agaoglu and the New Turkey*, Londres, I. B. Tauris, 2003.

<sup>12</sup> Cf E. Copeaux, « Le mouvement prométhéen », *CEMOTI*, 16, 1993, pp. 9-45.

<sup>13</sup> E. Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque*, op. cit., p. 61.



musique populaire anatolienne (*türkü*), par opposition au répertoire classique du chant ottoman ou néo-ottoman (*sarki*)<sup>14</sup>.

Dans sa dimension fantasmagique et factice le fondamentalisme ethnonationaliste turc est en tout point comparable aux autres ethnonationalismes de la région, à commencer par le sionisme ou les nationalismes grec, serbe, albanais et arménien. Il en partage la plupart des traits détestables ou contestables. Il repose en particulier sur l'épuration ethnique qu'ont réalisée, successivement, le génocide des Arméniens d'Anatolie en 1915, l'échange de populations avec la Grèce à la suite du Traité de Lausanne de 1923 et l'expulsion des Grecs d'Istanbul en 1955<sup>15</sup>, et sur un jacobinisme culturel forcené au détriment des particularismes ethniques ou confessionnels, tels que ceux des Kurdes, des Assyro-Chaldéens ou des Lazes. Il assume une vision outrancièrement politique et idéologique du passé dont la négation du génocide des Arméniens et la criminalisation de la recherche historique à ce propos sont les illustrations les plus patentes. Il entretient également des rapports étroits non seulement avec l'armée et les services secrets, mais aussi avec les milices paramilitaires et le gangstérisme comme l'a révélé de manière spectaculaire le scandale dit de Susurluk, en 1996<sup>16</sup>.

Enfin il ne se départit pas d'une appréhension obsidionale du monde, proportionnelle à l'artificialité de ses prémisses identitaires et à la nature traumatique de ses événements fondateurs, mais aussi à l'ampleur des menées britanniques, françaises et russes au sein de l'Empire à partir du XIX<sup>e</sup> siècle. De même que les nationalismes israélien, arménien, grec ou serbe demeurent obsédés par le massacre, la défaite ou l'exil originels, le nationalisme turc reste marqué par la « diatribe anti-turque »<sup>17</sup> qui a stigmatisé l'« homme malade de l'Europe » tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, par la menace de l'occupation militaire et du dépeçage, récurrente de 1876 à 1923, par les ingérences permanentes des puissances et par l'épopée de la guerre de libération nationale de 1919-1922, par les ambitions ou les revendications territoriales de l'Italie et surtout de l'Union soviétique lors de la Seconde

<sup>14</sup> C. Behar, « Ziya Gökalp, le kémalisme et la musique classique turque », *CEMOTI*, 11, 1991, pp. 9-16 ; B. Bartok, *Musique de la vie*, Paris, Stock, 1981, pp. 156-167.

<sup>15</sup> S. Vryonis, Jr, *The Mechanism of Catastrophe : the Turkish Pogrom of September 6-7, 1955, and the Destruction of the Greek Community of Istanbul*, Greekworks.com, 2005. Rappelons également les mesures économiques et fiscales anti-sémites pendant la Seconde Guerre mondiale. On estime par ailleurs que 1/6<sup>ème</sup> de la population anatolienne a été déporté ou massacré au moment de la Première Guerre mondiale et dans les années qui ont suivi.

<sup>16</sup> Voir, par H. Bozarslan, *Network-Building, Ethnicity and Violence in Turkey*, Abu Dhabi, The Emirates Center for Strategic Studies and Research, 1999 et « Le phénomène milicien : une composante de la violence politique en Turquie des années 1970 », *Turcica*, 31, 1999, pp. 185-244.

<sup>17</sup> E. Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque*, op. cit., p. 34.

Guerre mondiale<sup>18</sup>. En outre il a constitué une réponse dirigiste et protectionniste tardive, une fois épuisé le répertoire de l'ottomanisme, à la mise en dépendance économique du pays qu'avaient consacrée la convention commerciale anglo-ottomane de 1838 et sa mise sous tutelle financière ultérieure.

Bon an mal an cette histoire singulièrement douloureuse – la Turquie est le pays qui a connu le plus de pertes humaines proportionnellement à sa population pendant la Première Guerre mondiale si l'on inclut dans celle-ci les guerres balkaniques de 1912-1913<sup>19</sup> – continue d'être le prisme à travers lequel l'opinion publique perçoit son environnement immédiat, et notamment les péripéties de l'adhésion à l'Union européenne ou le problème de la reconnaissance du génocide des Arméniens. En cela elle n'est point exceptionnelle. Membre de l'UE, la Grèce n'a pas cessé pour autant d'être hantée par le souvenir de la « Catastrophe » de 1923-1926. Mais le cas de la Turquie se présente peut-être différemment parce que les Européens, étrangement, prennent eux-mêmes à leur compte la fantasmagorie de son fondamentalisme ethnonationaliste et contribuent à le reproduire en étant convaincus que les Turcs sont vraiment « Turcs », « Asiatiques » et, pourquoi pas, « brachycéphales ». Entre Ankara et Bruxelles l'interaction nationaliste n'a pas cessé d'opérer et elle n'apaisera pas le climat des négociations d'adhésion.

### **Nationalisme et islam**

La Première Guerre mondiale et plus encore les traités de paix successifs, avec leurs ingrédients néo-wilsonianes, et l'émergence de l'Union soviétique, avec sa théorie des nationalités, ont été les vraies matrices des consciences nationalistes turque, arabe et kurde, en même temps que se voyaient consacrés et consolidés les nationalismes balkaniques, danubiens, grec et caucasiens. Dans les années qui suivirent le kémalisme entretint en outre des rapports privilégiés avec le fascisme italien et les mouvements réformistes nationaux dans différents pays musulmans, dont l'Iran et l'Afghanistan. Se réclamant tout à la fois d'une

---

<sup>18</sup> L'URSS n'a renoncé à ses revendications sur Kars, Ardahan et une partie de la côte turque de la mer Noire et n'a reconnu le caractère satisfaisant de la Convention de Montreux de 1936 régissant les Détroits qu'en 1953, à la mort de Staline. Par la suite la Turquie a été confrontée aux revendications de la Syrie sur le *sandjak* d'Alexandrette, a vécu le projet d'*Enosis*, à Chypre, comme une menace virtuelle sur sa propre sécurité, et a dû affronter le mouvement séparatiste kurde auquel l'autonomie du Kurdistan irakien, voire la possibilité de son indépendance conféraient une certaine crédibilité.

<sup>19</sup> « De tous les belligérants de la Première Guerre mondiale, la Turquie est celle qui a payé le plus lourd tribut en vies humaines », affirme Daniel Panzac (« L'enjeu du nombre. La population de la Turquie de 1914 à 1927 », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 50, 1988, p. 63).

autochtonie anatolienne et « turque » et d'une adhésion à la civilisation occidentale posée comme universelle, il eut à se définir par rapport à un autre universalisme, celui de l'islam, qu'il récusait en tant que référence de modernité, mais qu'il chercha moins à éradiquer qu'à soumettre à l'Etat, dans la continuité du césaro-papisme byzantin et de la centralisation ottomane, et par le biais d'une Direction générale des affaires religieuses dépendant du Premier ministre. En outre l'« aptitude des Turcs à la direction du monde musulman »<sup>20</sup> est l'un des thèmes de prédilection du fondamentalisme nationaliste, par exemple dans les manuels scolaires.

Sous l'œil vigilant de l'armée, l'introduction du multipartisme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'alternance politique, en 1950, au bénéfice du Parti démocrate, représentatif de la sensibilité des élites provinciales, plus dévotes, et la création de partis parlementaires islamiques successifs, à l'initiative de Necmettin Erbakan, à partir de 1969, provoquèrent une recomposition progressive de la laïcité et des rapports entre kémalisme, nationalisme et religion. Simultanément des intellectuels créèrent un Institut de recherche sur la culture turque, en 1961, et un Foyer des intellectuels, en 1970, qui seront les principaux instruments de propagation de la « synthèse turco-islamique », réponse idéologique conservatrice à la diffusion du marxisme, mais aussi à l'historiographie « humaniste » qui, depuis les années 1940, faisait contrepoids à l'historiographie kémaliste officielle et réhabilitait la civilisation gréco-latine dans le passé anatolien. Ils entretenirent d'emblée des liens étroits avec un mouvement religieux, fondé à la même époque que le Foyer des intellectuels : la Société de diffusion de la science, bientôt transformée en *vakif* (bien de mainmorte, fondation), dont l'un des premiers membres fut Turgut Özal, futur Premier ministre et président de la République. La « synthèse turco-islamique » ne se présente pas comme un courant homogène aisément identifiable et correspondant à une famille ou un parti politique. Il s'agit plutôt d'un discours diffus dont le principal inspirateur a été Ibrahim Kafesoglu, l'un des grands chantres de la « culture nationale » dans les années 1960 et 1970, mais qui se retrouve éparpillé dans un grand nombre de publications et d'institutions. L'historien Etienne Copeaux en propose la présentation suivante :

---

<sup>20</sup> E. Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque*, op. cit., p. 234.

« On peut partiellement définir la synthèse turco-islamique comme une réaction anti-occidentale. Elle est une forme d'idéologisation de l'islam, mais au lieu de proposer un repli sur les seules valeurs coraniques, elle préconise un retour à la 'culture nationale' turque, considérée comme le produit d'une synthèse entre le passé propre aux Turcs, d'une part, et l'islam d'autre part. Selon ces vues, l'islam a transcendé la culture turque qui, sans lui, n'aurait pas survécu ; mais la culture turque a protégé et fortifié l'islam qui, sans elle, se serait sclérosé. Conséquemment, le discours de la synthèse turco-islamique s'appuie fortement sur l'histoire, et particulièrement sur celle de la période et des lieux où s'est produite la rencontre entre la turcité et l'islam : domaine aralo-caspien, plateau irano-afghan, Anatolie des IX<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle. C'est donc une idéologie nationaliste qui s'affiche en tant que telle et qui définit la personnalité turque par l'islam, référence religieuse, morale et identitaire. Mais les tenants de la synthèse ne cherchent pas à mettre en place un pouvoir des religieux : l'islam est intégré au sein d'une politique, de même que les valeurs chrétiennes servent de référence à divers courants conservateurs européens (DC italienne, CDU allemande, Action française de l'entre-deux-guerres) »<sup>21</sup>.

La synthèse turco-islamique, qui a inspiré au moins certains des auteurs du coup d'Etat militaire de 1980, a en tout cas fourni au nouveau régime sa pensée. Ce dernier s'est gardé d'inquiéter le Foyer des intellectuels, a rendu obligatoire l'enseignement religieux dans les écoles de tous niveaux, a laissé s'épanouir ou même a encouragé les « écoles pour imams et prédicateurs », a chargé en 1982 une Haute Fondation Atatürk pour la culture, la langue et l'histoire (AKDITYK) de coordonner la vie culturelle officielle selon les canons de la « culture nationale ».

Mais cette dernière, sous prétexte de réarmement moral du pays et d'endiguement de la quasi-guerre civile qui l'avait endeuillé pendant cinq ans, a nourri plusieurs rameaux politiques dont les orientations se sont avérées différentes, voire contradictoires et conflictuelles :

1) Idéologiquement le grand gagnant du coup d'Etat de 1980 semble avoir été, en première analyse, le nationalisme d'extrême droite, bien que son parti fût interdit comme les autres formations et que son leader, Alparslan Türkeş, fût lui aussi placé en résidence surveillée. Une fois reconstitué, le MHP a repris à son compte cette thématique islamique, d'autant qu'il souhaitait gagner en respectabilité après les errements de ses militants « loups gris », très compromis dans les violences des années 1970. La confrérie des Süleymancı est ainsi réputée proche de sa mouvance. Simultanément le MHP a continué d'exercer un ascendant certain sur une fraction de l'armée et des services secrets, d'infiltrer l'« Etat profond » en lutte contre le PKK dans le Sud-Est et contre l'extrême gauche dans les grandes

<sup>21</sup> E. Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque*, op. cit., p. 78.

villes de l'Ouest, et de s'en prendre à la minorité alevi, en butte à diverses discriminations de la part d'une République laïque dont la Direction générale des Affaires religieuses consacre en réalité la prééminence du sunnisme hanafite.

2) L'un des effets collatéraux de cette emprise de l'extrême droite nationaliste sur l'« Etat profond » et sur la politique culturelle a d'ailleurs été la « communautarisation » croissante des Alevi sur un mode ethnoconfessionnel, leur demande de reconnaissance religieuse institutionnelle, mais aussi l'engagement de nombre de leurs jeunes dans le militantisme violent et messianique d'extrême gauche<sup>22</sup>.

3) En outre il existe un nationalisme islamique d'obédience sunnite qui a tempéré la reconstruction « turquiste » de l'histoire et réintroduit la référence à l'Empire ottoman, y compris dans le domaine de la culture matérielle, par exemple celui de la mode féminine<sup>23</sup>. A droite de l'échiquier parlementaire il a été porté depuis la fin des années 1960 par Necmettin Erbakan, notamment lorsque ce dernier a assumé des responsabilités gouvernementales, en particulier lors de la crise de Chypre de 1974. La défense de la sécurité et de l'intérêt national passe alors par la valorisation des relations avec les autres pays musulmans pour faire contrepoids à l'ancrage de la Turquie dans l'Alliance atlantique et l'espace européen, sans au demeurant que ce souci de rééquilibrage puisse donner lieu à une politique étrangère de substitution. Elle s'accompagne d'un discours anti-impérialiste qui a par exemple caractérisé les premiers pas de la MÜSIAD, l'Association des industriels et des hommes d'affaires indépendants, créée en 1990 à l'initiative des « Lions anatoliens », ces PME qui ont profité de la libéralisation économique et dont les patrons, volontiers religieux, se retrouvaient dans la sensibilité du Parti de la Prospérité (Refah) et de son leader historique Erbakan<sup>24</sup>.

4) Issue de la mouvance de la confrérie nurcu, la société religieuse (*cemaat*) et éducative de Fethullah Gülen, très présente dans le débat public sur la politique étrangère de la Turquie, propose une autre mouture du nationalisme islamique sunnite, critique de l'Iran et du monde arabe, valorisant l'identité culturelle turque et ottomane, respectueuse de l'Etat-

<sup>22</sup> E. Massicard, *L'Autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, PUF, 2005 ; H. Bozarlan, « L'alévisme et l'impossible équation du nationalisme en Turquie » in A. Dieckhoff, R. Kastoryano, dir., *Nationalismes en mutation en Méditerranée orientale*, op. cit., pp. 133-152.

<sup>23</sup> Y. Navaro-Yashin, *Faces of the State. Secularism and Public Life in Turkey*, Princeton, Princeton University Press, 2002, chapitre 3.

<sup>24</sup> N. Narli, « The tension between the center and peripheral economy and the rise of a counter business elite in Turkey » in *Les Annales de l'autre islam*, 6, 1999, pp. 55-72.

nation, mais favorable au dialogue interreligieux, ouverte à l'Occident capitaliste, et notamment à l'Union européenne, encore que son discours et ses méthodes pédagogiques empruntent largement à la Religious Right des Etats-Unis, où réside prudemment le leader<sup>25</sup>.

5) A gauche le nationalisme islamique a pour voix principale le théologien-philosophe Yasar Nuri Öztürk, proche du Parti démocratique de gauche (DSP) de Bülent Ecevit, hostile aux partis islamiques qui se sont succédé, critique de la mainmise des Arabes sur la religion du Prophète, tenant d'une relecture républicaine du Coran, et proche de la pensée officielle du régime militaire de 1980-1983 : « Il faut former un monde de l'union et de la paix. Que son esprit soit le Coran et son corps la turcité », écrit-il ainsi<sup>26</sup>. Mais curieusement le PKK, de confession marxiste-léniniste, n'a pas lui non plus échappé, à partir de 1994, à cette réinsertion de l'islam dans le champ nationaliste turc<sup>27</sup>. Il est vrai que ce sont des leaders religieux qui, les premiers, avaient pris la tête de la résistance kurde à la centralisation kémaliste, dans les années 1920 et 1930.

Néanmoins il s'avère aujourd'hui que la « synthèse turco-islamique » s'est durablement imposée dans le pays sous les couleurs du libéralisme économique, en s'éloignant d'autant de son épiscentre ultranationaliste et souverainiste originel. Tel est le grand paradoxe des dernières décennies. L'ouverture de l'économie turque, à partir de 1980, que devait justement rendre politiquement possible l'instauration temporaire d'une dictature militaire adepte de la « culture nationale », a ruiné *in fine* cette dernière. D'abord en mettant fin au protectionnisme et au dirigisme qui étayaient le nationalisme anti-impérialiste de la gauche, mais aussi d'une partie des élites bureaucratiques néo-kémalistes et du patronat. Ensuite en encourageant la diffusion d'une culture consumériste débridée, aux antipodes des représentations classiques de la turcité. Le maître d'œuvre de cette libéralisation économique, Turgut Özal, très proche, sinon membre de la confrérie des Naksibendi, se fit ainsi vertement rabroué par certains de ses amis du Foyer des intellectuels lorsqu'il publia son livre, initialement en français, *La Turquie en Europe* (Plon, 1988) : il y récusait l'origine ethnique et asiatique des Turcs et affirmait qu'ils étaient en réalité un peuple enraciné en Anatolie, la terre

<sup>25</sup> M. H. Yavuz, J. L. Esposito, eds., *Turkish Islam and the Secular State. The Gülen Movement*, Syracuse, Syracuse University Press, 2003.

<sup>26</sup> B. Türkmen, « Le retour au Coran de Yasar Nuri Öztürk : vers un islam national ? », *Les Annales de l'autre islam*, 6, 1999, pp. 81-90.

<sup>27</sup> J.-F. Bayart, « Faut-il avoir peur de l'islam en Turquie ? », *CEMOTI*, 18, 1994, pp. 348-354.

nourricière de la civilisation européenne – une Anatolie, néanmoins, dont la dimension arménienne était pudiquement tue.

Cet aggiornamento libéral de la « synthèse turco-islamique » s'est poursuivi avec la scission de la mouvance islamique historique et la constitution, sous la houlette de Tayyip Erdogan et d'Abdullah Gül, du Parti de la Justice et du Développement (AKP) en tant que légataire presque universel du Parti démocrate des années 1950, des formations successives de Süleyman Demirel - le Parti de la Justice et le Parti de la Juste Voie - et plus encore du Parti de la Mère Patrie de Turgut Özal. Fort de sa majorité parlementaire, soutenu par le grand patronat mais aussi par les « Lions anatoliens » de la MÜSIAD, maintenant convertis aux mérites du libre-échange et de l'Union douanière avec l'UE, le nouveau gouvernement s'est soumis sans barguigner aux critères de Copenhague sans les stigmatiser comme autant de « capitulations » ; a engagé un train de privatisations qui suscite la grogne des souverainistes, conduits par Mümtaz Soysal, ancien ministre des Affaires étrangères ; envisage une décentralisation et une régionalisation vigoureuse ; a exercé des pressions jadis inimaginables sur les autorités nord-chypriotes pour que celles-ci se rangent au plan de paix des Nations unies ; s'annonce décidé à résoudre politiquement, et non plus militairement, la question kurde ; se départit pas à pas du négationnisme de rigueur eu égard au génocide des Arméniens.

Sur tous ces points il s'agit d'une véritable révolution copernicienne de la « synthèse turco-islamique », et même du nationalisme turc en tant que tel. Car nul ne peut par ailleurs douter que Tayyip Erdogan reste fidèle à ce répertoire quand on voit l'alacrité avec laquelle il défend ce qu'il croit être les intérêts de son pays dans ses négociations avec l'Union européenne. En réalité l'AKP représente une réactualisation du courant politique décentralisateur et des forces sociales provinciales qui ont habité l'Empire ottoman de façon récurrente depuis au moins le XVIII<sup>e</sup> siècle et lui procuraient son assise dans les profondeurs de ses possessions. Il se trouve que la conjonction de la modernisation autoritaire, de la mise en dépendance économique et de la menace militaire étrangère ont constamment tenu en échec et mis sous le boisseau cette tradition de gouvernement. Mais cette dernière a joué un rôle décisif dans la transformation de l'Empire au XIX<sup>e</sup> siècle, dans la révolution de 1908, dans la lutte de libération nationale, dans le passage à la République et dans l'implantation

ultérieure du multipartisme<sup>28</sup>. C'est entre ses mains que se trouve maintenant la candidature de la Turquie à l'Union européenne. Retournement extraordinaire qui suscite naturellement l'ire des nationalistes centralisateurs et dirigistes et amène à s'interroger sur la durabilité de cette transformation.

---

<sup>28</sup> M. E. Meeker, *A Nation of Empire. The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2002.